

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Granatstein, J.L. (Ed.), *Canadian Foreign Policy : Historical Readings*. Toronto, Copp Clark Pitman Ltd, 1986, 270 p.

par Raymond Hudon

*Études internationales*, vol. 18, n° 2, 1987, p. 477-480.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702199ar>

DOI: 10.7202/702199ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

Curieusement, après cette mise en garde contre le volontarisme, A. Lipietz se permet quelques escapades, lorsqu'il parle de se méfier des étiquettes: « Les classes dominantes des différents pays ont sous les yeux des « modèles », les unes... *rêvant de plier les autres...* au statut périphérique... » (p. 39; c'est nous qui soulignons).

Sous le titre « Le Canada dans la NDI », on retrouve dans la deuxième section trois textes qui cherchent à mettre en lumière la place qu'occupe le Canada dans la NDI. L'article de F. Houle (« La crise et la place du Canada dans la NDI ») présente une vision intéressante de l'économie canadienne. Il rejette les thèses de la dépendance pour expliquer la situation canadienne et affirme que la particularité de ce pays réside dans le modèle d'industrialisation qu'il a adopté depuis plusieurs décennies, à savoir la substitution à l'importation.

N. Dickey, dans son article (« L'internationalisation du capital canadien »), rejette les analyses trop nationales du développement du capital canadien ou des FMN canadiennes mais également les théories de la firme et les explications globales à partir de la logique du système capitaliste. Nous ne saurions dire ce que cet auteur accepte, mis à part qu'il semble s'intéresser aux analyses sur les groupes industriels et financiers. En fait, Dickey veut montrer que la faiblesse relative des capacités de création technologique des entreprises canadiennes oblige ces dernières à multiplier leurs efforts d'intégration et il cite à l'appui quelques cas de co-participation (« *Joint-Venture* ») où sont présentes des entreprises canadiennes. Pourtant, les entreprises de co-participation ne sont pas exclusivement canado-étrangères, c'est un phénomène largement répandu au niveau mondial et la situation de ces économies n'est pas la même que celle du Canada; l'explication ne nous paraît pas très satisfaisante (de plus, voir le texte de G. Boismenu et G. Ducatenzeiler).

Dans la troisième section, on aborde dans trois textes les différents aspects de la politique commerciale et industrielle canadienne.

La politique de favoriser les mandats mondiaux est remise en question par M. Atkinson. Il démontre que le mandat mondial est le résultat d'une demande de la filiale (rejoignant en cela l'étude de B. Bonin et B. Perron « *World Production Mandates and Firm Operating in Québec* », in H. ETEMAD and L. SEGUIN-DULUDE, 1986.) et non pas d'une tendance de la maison-mère à allouer la conception et la production d'un produit à celle-ci.

Par ailleurs, Ph. Faucher *et al.* démontrent qu'entre 1960-1980 la protection sous toutes ses formes au Canada a diminué. Les secteurs mis de l'avant pour justifier le progrès du protectionnisme (textiles, vêtements et chaussures) ne comptent en moyenne que pour 7 % de la valeur ajoutée manufacturière, ne permettant pas ainsi d'infirmier le mouvement d'ouverture enregistré dans les autres secteurs de l'économie canadienne.

La dernière section présente deux études sectorielles (textiles et automobile) et une analyse de la position du Canada dans la circulation internationale de la technologie.

Malgré certaines réserves, nous considérons qu'il s'agit là d'un ouvrage qui apporte un éclairage différent de la position du Canada dans l'émergence de l'économie mondiale et fort utile pour ceux qui s'intéressent à la politique industrielle et commerciale ainsi qu'à l'économie mondiale.

Roger VERREAULT

*Sciences économiques*  
Université de Paris X, Nanterre

GRANATSTEIN, J.L. (Ed.), *Canadian Foreign Policy: Historical Readings*. Toronto, Copp Clark Pitman Ltd, 1986, 270 p.

Cette nouvelle collection lancée par Copp Clark Pitman se présente comme un instrument de diffusion des meilleures contributions à la compréhension de divers aspects de la réalité canadienne. Chaque publication rassemble ainsi une série de textes déjà publiés

autour d'un thème défini: dans le cas présent, la politique étrangère canadienne. Pour certains sujets, on prévoit ajouter à la section analyse un ensemble de documents publics ou privés ou de données statistiques permettant de cerner des éléments essentiels au thème traité. Ainsi, dans le recueil préparé par J.L. Granatstein, sont reproduits des extraits de déclarations ou d'énoncés de politiques reliés à l'évolution de la politique étrangère du pays.

Dans sa courte introduction, Granatstein signale que le matériel présenté relate l'évolution des relations du Canada avec le reste du monde et fait voir la complexité des questions s'y rattachant (p. 1). Le Canada, pour ainsi dire, n'est pas un acteur international de poids de très longue date. Bien sûr, la création du ministère des Affaires extérieures, racontée par James Eayrs (pp. 81-101), remonte à 1909. Ce n'est cependant qu'après la guerre 1939-1945 que les porte-parole canadiens ont pu apparemment se mériter l'attention que peut attendre un interlocuteur indépendant. Auparavant, les autorités canadiennes avaient été plutôt occupées à doter le pays d'une certaine autonomie tout en préservant ses liens avec la métropole britannique.

La guerre 1914-1918, dans laquelle le Canada s'était engagé avec empressement pour soutenir l'effort de guerre britannique, vint à se révéler coûteuse. Comme le relate Philip Wigley (pp. 102-117), on estima à Ottawa que la contribution toujours accrue du Canada valait plus que la simple reconnaissance; on voulait savoir, car on jugeait devoir adéquatement rendre compte devant le peuple canadien des énergies engagées. Par ailleurs, un fait s'imposait: comme le déclarait Mackenzie King à la Conférence impériale de 1923 (pp. 7-20), les relations internationales du Canada se ramenaient, pour la majeure partie, à ses relations avec les États-Unis.

Au plus fort des hostilités de la Deuxième Guerre, en 1943, Mackenzie King affichait devant la Chambre des communes sa satisfaction de voir le Canada (pp. 21-24) devenir une « puissance mondiale », lieu de rencontre des leaders politiques d'ailleurs! Il faut tout de même souligner que seulement

quelques années auparavant, selon la lecture faite par Escott Reid en 1937 (pp. 118-124), King semblait plutôt désireux de limiter la politique étrangère canadienne aux confins des relations avec la Grande-Bretagne et avec les États-Unis. Ses hésitations, remises en leur contexte par J.L. Granatstein et Robert Bothwell (pp. 125-144), étaient cependant croissantes à mesure que la perspective d'un nouveau conflit armé se profilait; plutôt que de se voir contraint de choisir entre les deux, on choisit de tenter un rapprochement entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. La déclaration de guerre trancha momentanément: on ne pouvait pas ne pas participer à la défense de l'ancienne métropole. L'échéance ne devait pourtant être reportée que pour peu de temps. Le texte de Robert Bothwell et John English sur la politique commerciale canadienne entre 1943 et 1947 (pp. 145-157) fait en effet ressortir que la voie américaine et la voie britannique ne pouvaient plus être suivies en parallèle; d'ailleurs, il devenait de plus en plus irréaliste de se représenter la Grande-Bretagne comme un point d'appui important à l'expansion du commerce extérieur canadien.

Dans une déclaration qu'il faisait en 1947 (pp. 25-33), Louis Saint-Laurent affirmait l'importance d'une action internationale renouvelée de la part du Canada à travers un appui sans équivoque à la mise en place d'organisations internationales fortes et le développement d'un service diplomatique efficace. La perspective devait être occidentale, pour ainsi en finir avec le dilemme traditionnel mais dépassé de se situer face respectivement à la Grande-Bretagne et aux États-Unis. La participation active du Canada à la création de l'OTAN en 1948-1949 semblait traduire cette nouvelle volonté de la politique étrangère du pays; il est tout de même intéressant de noter avec Escott Reid (pp. 158-182) que le détour multilatéral se percevait aussi comme un moyen d'influencer la politique étrangère américaine.

Il ne se révèle sans doute pas inutile d'examiner, comme le fait John Hilliker pour le gouvernement Diefenbaker (pp. 183-197), les préférences et la personnalité de ceux qui

prennent les décisions en politique étrangère. Les responsables politiques ne peuvent toutefois pas créer des situations de toutes pièces. La participation du Canada à la Commission internationale de contrôle en Indochine devait bien révéler le statut de *puissance moyenne* du Canada. Mais John Holmes (pp. 198-208) rappelle bien que les États-Unis aimaient voir le Canada comme un voisin peu tapageur et en quelques sorte comme un membre de la famille. Les documents du Pentagone (pp. 209-231) mettent en lumière le rôle instrumental que le Canada fut effectivement appelé à jouer au Vietnam. En 1965, le Rapport Merchant-Heaney (pp. 34-48) faisait encore mieux ressortir que les Américains attendaient bien le maintien d'une certaine docilité de la part de leur voisin du nord, incarnée par la « diplomatie tranquille » des dirigeants canadiens. L'interprétation peut être jugée audacieuse; elle alimenta néanmoins une remontée du nationalisme canadien.

Le rôle de gardien de la paix qu'analyse Granatstein (pp. 232-240) a sans doute suscité des sympathies dans la communauté mondiale; on devait bien admettre par contre que ça rapportait peu! Le Livre blanc sur la politique étrangère (pp. 49-65), publié en 1970, voulut donc faire sentir que le monde changeait et que, dans ce contexte en évolution, le Canada devait veiller à la sauvegarde et assurer la promotion de ses intérêts. Ce qui signifiait, entre autres, une certaine distinction entre les intérêts de nature économique et ceux de nature plus proprement politique. Les choix n'étaient cependant pas toujours évidents. Selon Harald von Riekhoff (pp. 249-261), cela tient en partie à ce que la politique étrangère fut parfois reléguée au second plan compte tenu de l'importance des problèmes politiques d'ordre interne, dont les menaces qui pesaient sur l'unité nationale. Le Livre blanc de 1970 n'avait d'ailleurs pas cherché à gommer cette dimension importante de la politique canadienne!

En fin de compte, il fallait ménager les susceptibilités, à l'intérieur comme à l'extérieur. D'après Thomas Hockin (pp. 241-248), le Canada avait déjà une longue tradition en ce sens. Selon lui, encore, l'indépendance natio-

nale ne s'accroît toutefois pas avec le souci de ne pas soulever de controverses! Est-ce pour parer à un tel reproche que le gouvernement Mulroney, auquel Hockin est relativement associé comme député élu en 1984, a décidé de lancer les négociations visant à un éventuel accord de libre-échange avec les États-Unis? Les extraits reproduits (pp. 66-77) du Livre vert publié en 1985 laissent à tout le moins percer le pari qui est celui de miser sur la prospérité américaine momentanément retrouvée.

Il est possible de constater que le matériel rassemblé par Granatstein dans *Canadian Foreign Policy* ne fut manifestement pas choisi selon les règles du hasard. Le grief pourrait toujours être formulé que tel texte ou tel document aurait dû trouver sa place au sein de ce recueil. Le critique ne pourrait cependant se fonder que sur l'importance qu'il accorde lui-même à telle question plutôt qu'à telle autre. Malgré les limites qui marquent immanquablement tout ouvrage du genre, le recueil préparé par Granatstein doit être jugé comme un instrument grandement utile pour quiconque s'intéresse à l'évolution de la politique étrangère canadienne. Il serait quand même souhaitable que les prochaines publications de cette nouvelle série comportent une introduction un peu plus élaborée dans le but de mieux situer le lecteur, sans qu'il soit demandé de faire le travail à sa place comme s'il était présumé analphabète!

Que le premier volume de cette collection soit consacré à la politique étrangère constitue peut-être un indice de la place croissante accordée aux problèmes de politique étrangère dans l'ensemble de la politique canadienne. Les derniers éléments soulevés par Hockin laissent tout ouvertes les questions pouvant surgir sur l'avenir de cette politique étrangère canadienne. En les rattachant à l'évolution passée du statut du Canada dans le monde, il apparaît alors tout à fait pertinent de citer simplement les dernières phrases de l'introduction sommaire rédigée par Granatstein (p. 4):

Colony to nation? Of course. Colony to nation to colony? That too. Canada was an independent state — in certain spher-

res. It could set its own policies – in some areas. But the inescapable reality was that in the nuclear world Canada could not act on its own in the critical areas of war and peace or global economics.

Le terme interdépendance est couramment utilisé pour rendre compte de cette « réalité ». Dans le cas canadien, la crainte de se voir condamné à une certaine marginalité ne risquerait-elle pas de conduire à une certaine satellisation? Quelques-uns soutiendront que c'est déjà fait! D'autres répliqueront avec force que pareilles craintes relèvent d'un autre âge! Quoi qu'il en soit, il y a tout de même de bonnes chances que les débats politiques au pays soient encore centrés de façon importante autour de cette question pour quelques années.

Raymond HUDON

*Département de science politique  
Université Laval, Québec*

## URSS

CASSEN, Robert H. (Ed.). *Soviet Interests in the Third World*. Beverly Hills (CA) – London, Sage Publications Inc. – The Royal Institute of International Affairs, 1985, 341 p.

Ce livre est le résultat des recherches d'un groupe d'étude réuni au Royal Institute of International Affairs en 1983 et 1984. Les contributeurs sont des économistes ou des spécialistes de science politique attachés à des universités et instituts de Londres ou du Sud de la Grande-Bretagne.

D'emblée ce volume présente un grand intérêt par la variété de formation des auteurs mais aussi par l'unité de la perspective dans laquelle ils situent leurs analyses. L'utilité de ce dossier est augmentée encore par son caractère nuancé. S'il est acquis au départ que les auteurs ne nourrissent aucune sympathie spéciale à l'endroit de l'URSS, ils ignorent les

clichés simplistes, qui sont trop courants dans ce genre d'étude... Comme le signale l'un d'eux, ils s'abstiennent de la confusion entre Kremlinologie et démonologie.

Plutôt que de voir dans l'URSS une grande puissance poussant agressivement ses menées expansionnistes dans le Tiers Monde, les auteurs opteraient plutôt pour l'image d'un grand État souffrant à la fois d'une surcapacité militaire et de l'obsession de se représenter comme assiégé à l'intérieur du vaste périmètre que constituent le territoire soviétique et les démocraties populaires de l'Est européen. Rejoignant l'opinion de beaucoup de spécialistes des questions internationales, les différents contributeurs s'accordent pour placer à la fin de l'ère Khrushchev, une césure dans l'appréciation du Tiers Monde par les Soviétiques. Jusqu'en 1964 Moscou distinguait sommairement deux catégories d'États, les impérialistes d'une part et les jeunes États qui échappaient alors aux puissances coloniales d'autre part. Selon l'analyse du Kremlin, les nouvelles nations menaient, ou achevaient de mener, un combat qui les rapprochait du bloc socialiste. À partir de Brezhnev, l'URSS est confrontée à des réalités qui la poussent à considérer le Tiers monde à travers une grille plus complexe. Loin de se briser, les liens entre les « pays impérialistes » et leurs anciennes dépendances peuvent prendre de nouvelles formes; quant à l'amitié dirigée vers l'URSS, elle manque de se matérialiser.

L'ouvrage se subdivise en trois parties qui permettent de saisir le problème sous des angles divers et complémentaires. Après les contextes régionaux et la caractéristique de l'économie soviétique dans ses échanges avec le Tiers Monde, les auteurs présentent quelques cas.

Sur 20 ans, quelques tendances remarquables se dégagent. Tout d'abord il s'est effectué une concentration de l'aide soviétique qui bénéficie aux membres du camp socialiste élargi: Cuba, pays de l'ancienne Indochine... ou bien à certains pays dans le but d'obtenir des services de type stratégique (Angola, Éthiopie,...). D'un autre point de vue, les échanges se sont grandement accrus (volume